

Chez Renault, du 13 mai au 1^{er} juin

La réaction des travailleurs de chez Renault face aux événements de ces dernières semaines a pu étonner et dérouter de nombreux militants. On a bien peu entendu parler de l'activité qui s'y est déployée. Cependant cette période avait vu renaître incontestablement un regain d'activité et un intérêt plus grand aux problèmes politiques, qui ne s'est pas, hélas! concrétisé, comme on aurait pu l'espérer, par un mouvement puissant.

Ce phénomène a pu être remarqué d'ailleurs dans toutes les entreprises importantes où la mobilisation s'est effectuée avec beaucoup de mal, et sans grande efficacité (ceci étant le produit des conditions particulières, mais également de la politique des organisations syndicales — ou plutôt leur absence de politique! Mais là n'est pas l'objet de notre article).

Le nombre de participants aux 3 débrayages des 19, 27 et 28 mai a été respectivement de 3.000, 4.000 et 6.000 ouvriers (chiffres sans doute un peu « forcés », communiqués par J. Duclos lors d'une réunion aux travailleurs de l'usine).

Si la mobilisation se mesure à l'action on en déduit tout naturellement qu'elle n'était guère importante.

On a pu constater en fait, un certain désintéressement des ouvriers, peu disposés à se battre pour « défendre la République » comme on les y conviait. Les militants, par contre, étaient sur le pied de guerre. Les distributions de tracts, à une cadence de 2 ou 3 par jour à certaines « pointes », excédaient celles des périodes électorales, et les permanences syndicales retrouvaient une activité intense, longtemps oubliée...

La première constatation qui s'impose est donc que la mobilisation n'a en fait touché qu'une avant-garde limitée de la classe ouvrière (environ 10 à 15 %) alors que la majorité des ouvriers restaient, non pas passifs, mais dans une expectative réservée.

LE DEROULEMENT DES EVENEMENTS

Du 13 au 16 mai, les mots d'ordre des différentes organisations syndicales et politiques de l'usine sont « Vigilance, attendre les mots d'ordre... » Dès le 13 l'appel de la C.F.T.C., après avoir exprimé le vœu d'une Paix en Algérie « garantissant les droits légitimes des communistes » recommande de « se tenir en état d'alerte » et exige « le respect total de la discipline et le refus de tout mot d'ordre n'émanant pas de la C.F.T.C. »

Jeudi 15, l'appel de l'U.D. C.G.T. distribué à grande échelle ouvre la perspective de « grève générale en cas de tentative de prise de pouvoir », mais se borne là.

Le 16 mai, meetings Place Nationale et avenue Emile-Zola. Linet, dans une grande envolée républicaine, va jusqu'à affirmer que, face à la dictature gaulliste « les travailleurs défendront le Gouvernement que la France s'est donné » (...Il s'agit... de celui de Pflimlin!!) Le soir même, les travailleurs sont conviés à « une puissante manifestation de rue », précédée d'un meeting à la Bourse du Travail de Billancourt. Cette manifestation de rue n'aura du reste pas lieu, les « sentiments républicains » du Préfet de Police s'étant manifestés... par l'envoi, durant le meeting de nombreux cars de policiers et C.R.S. qui cernent les environs... et comme il faut éviter toute provocation... La dispersion aura donc lieu, dans « le calme et la discipline » mais sans enthousiasme.

Il n'est pas rare d'entendre des réflexions comme: « Depuis le temps qu'on se laisse faire... Voilà le résultat! »

Lundi 19, Conférence de Presse de De Gaulle. La C.G.T. lance l'ordre de grève pour 3 heures. Les militants sont réunis le matin, pour sa préparation. Malgré l'insistance des dirigeants sur la

nécessité absolue du débrayage, l'enjeu étant essentiel, l'atmosphère manque d'enthousiasme, la confiance n'y est pas; les militants émettent des doutes quant à la réussite d'un large mouvement, compte tenu de l'atmosphère de leurs secteurs respectifs. L'état d'esprit, reflété par les interventions des délégués est celui-ci: « Bien sûr, il y a de l'inquiétude chez les ouvriers... mais aussi un manque total de confiance dans le gouvernement actuel, et aussi le sentiment que ça ne pourra pas être pire? Une sorte d'attentisme aussi, « on va voir »...

Le résultat, on le connaît: 3.000 ouvriers en grève (à peine 2.000 selon la Direction). Un mot sur les formes de ce débrayage qui ne devaient pas faciliter la tâche. La grève devait se dérouler, suivant les mots d'ordre sur les lieux de travail (on apprendra par la suite que la Préfecture de Police avait fait appel aux « sentiments républicains » des syndicats pour ne pas manifester à la République, comme prévu primitivement, la C.G.T. ayant sagement obtempéré...) Cette décision de manifester sur les lieux du travail s'est concrétisée chez Renault par des rassemblement par départements. Le seul endroit où le mouvement est réellement suivi c'est le Département des Forges (90 %) — à noter: forte concentration algérienne. Hormis deux rassemblements de quelque importance (400 à 600 ouvriers chacun), l'un à l'A.O.C., l'autre à l'Artillerie, tous deux ateliers de professionnels, l'usine ne connaît pas de perturbation importante.

En cours d'après-midi, le mot d'ordre est d'ailleurs modifié, et les grévistes sont appelés à se rendre au syndicat, où ils retrouvent les travailleurs de Boulogne — ce qui fait quelques centaines d'ouvriers.

Le second débrayage (27 mai) se fait sur appels séparés, C.G.T. et C.F.T.C. La leçon ayant porté, le « cloisonnement » des grévistes est abandonné; du reste, l'appel C.G.T. portait « débrayage général de toutes les corporations, dans toute la France ». Un meeting à 12 h. 30 avait rassemblé, pour la première fois depuis bien longtemps, un auditoire nombreux et attentif. Une fois de plus, l'Atelier des Forges est dans l'action, d'autres ouvriers se joignent au mouvement.

A PROPOS DES ÉLECTIONS D'ENTREPRISE

Il est encore difficile de tirer des conclusions définitives des résultats des élections professionnelles dans les entreprises dans la période qui a suivi la venue de De Gaulle au pouvoir. Quelles sont les incidences de cette victoire de la bourgeoisie sur ces élections? Certains traits de la situation quant aux rapports Patrons-Syndicats, d'autres visant les rapports de forces entre syndicats paraissent s'accuser.

Ainsi l'arrogance des patrons s'accroît; la C.F.T.C. paraît enregistrer certains progrès là où elle était déjà une force réelle; l'abstentionnisme augmente et devient extraordinairement important, chez Citroën par exemple (68 %). Mais c'était déjà une caractéristique des scrutins passés. Néanmoins on peut d'ores et déjà conclure que la C.G.T. reste prépondérante, même là où elle enregistre quelques pertes.

Chez Chaussou, la C.G.T. obtient 2.406 voix sur 3.466 exprimées, contre 2.351 sur 3.466 exprimées en 1957.

Chaussou-Meudon: 306 C.G.T. contre 276; 180 F.O.-C.F.T.C. contre 140.

A la Sipa-Suresnes: 98 % de voix à la C.G.T., mais il n'y a pas d'autres listes.

Michelin, à Clermont-Ferrand: C.G.T. 5.071 contre 6.264 en 1956; F.O. 960 contre 839 en 1956; C.F.T.C. 2.448 contre 1.929 en 1956.

Dassault: C.G.T. 301 contre 343 en 1956; S.I.D. 99 contre 81 en 1956.

28 mai (manifestation Vincennes à la République), C.G.T., C.F.T.C. et la tendance « gauche » de F.O. (désavouée par la suite par le syndicat officiel de Blanc et Cie) appellent séparément à y participer. Bien que le nombre des grévistes soit encore en légère hausse, il n'atteint sans doute pas les 8.000 revendiqués par la C.G.T. Un fait à noter est qu'à part une avant-garde assez restreinte que l'on retrouve dans tous les mouvements, les participants de ce dernier débrayage sont en bonne part des nouveaux grévistes, alors que des ouvriers ayant participé aux deux récents mouvements ne bougent pas cette fois-ci. L'exemple est typique aux Forges où le débrayage est très peu suivi cette fois. La lassitude se fait sentir.

Le lendemain de la grande manifestation, la confiance semble renaître. Les militants ont une attitude offensive.

C'est ce jour que choisira le P.C. pour lancer (intentionnellement ou non?) le « canard » des parachutistes à l'assaut de la Préfecture de Tarbes et des travailleurs se battant contre eux. On devine l'émotion des militants. Le soir les permanences sont combles, et au siège du Syndicat, Linet fait l'un des discours les plus incendiaires de sa carrière (comme aux plus beaux jours de 1952...).

La perspective pour le lendemain — la nuit même là où c'est possible — c'est l'occupation de l'usine. L'armement des ouvriers est même envisagé. La tension est à son comble.

Une veillée d'armes se déroule toute la soirée, dans l'attente des événements. Entre deux bulletins d'information, l'investiture plus que probable de De Gaulle se commente amèrement d'un groupe à l'autre... la confiance baisse et c'est l'éteignoir quand, vers minuit, Linet... envoie les militants se coucher... et les invite à « être vigilants et prêts dès le lendemain... » Tout le monde a compris qu'une page était tournée.

Après, comme c'était prévisible, il n'y eut plus rien hormis quelques tracts et des meetings de plus en plus squelettiques. Le 30 (jour de la grève des enseignants) la C.G.T. propose comme moyen d'action... « de télégraphier aux députés républicains »...

(Le S.I.D. est le syndicat-maison).

Citroën: 68 % d'abstentions.

C.G.T. 5.046 contre 7.368 en 1957; C.F.T.C. 1.376 contre 1.389 en 1957; F.O. 683 contre 524 en 1957.

Thomson - Gennevilliers: C.F.T.C. 54 % (+8,2 %); C.G.T. 45 % (— 9 %); C.G.C.T. (15%); C.F.T.C. 47 % (+11 %); C.G.T. 53 % (— 11 %).

L.M.T. (Boulogne). La C.G.T. reste très majoritaire (75,5 % des voix) mais enregistre 4,1 % de recul. La C.F.T.C. gagne 8,4 %.

Rateau (La Courneuve): C.G.T. 64,2 % mais perd 5,5 %; la C.F.T.C. gagnant 4 % arrivant à 24,2 %.

Panhard: C.G.T. 73,6 % (—4,3 %); C.F.T.C. 26,3 % (+4,3 %).

Mines Domaniales de Potasse de l'Est où le rapport C.G.T. et C.F.T.C. est interverti: la C.G.T. passe de 34 sièges à 28 sièges de délégués, la C.F.T.C. passant de 28 à 34 sièges.

Chez Hispano-Suiza, stabilité de la C.G.T., mais dans cette usine, les licenciements et départs ont eu une influence certaine quant au nombre d'inscrits.

Un test particulièrement intéressant aura lieu le 27 juin chez Renault aux élections pour le Comité d'entreprise. Le dernier scrutin des délégués avait eu lieu quelques jours avant les événements du 13 mai.